

# L'HEBDO — de vos DROITS

Actualités RH hebdomadaires du 2 au 6 février - n°47

## JOURNAL OFFICIEL de la République française



- ✓ **Décision du 2 février 2026 portant délégation de signature (direction générale de l'administration pénitentiaire)**  
<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000053430435>
- ✓ **Décret du 1<sup>er</sup> février 2026 portant nomination du directeur général de l'administration pénitentiaire - M. CAUWEL (Sébastien)**  
<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000053430729>
- ✓ **Décret du 1<sup>er</sup> février 2026 portant nomination du directeur de l'administration de la direction générale de l'administration pénitentiaire du ministère de la justice - M. RAUFFET (Guillaume)**  
<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000053430745>

## ACTUALITÉS du ministère de la Justice



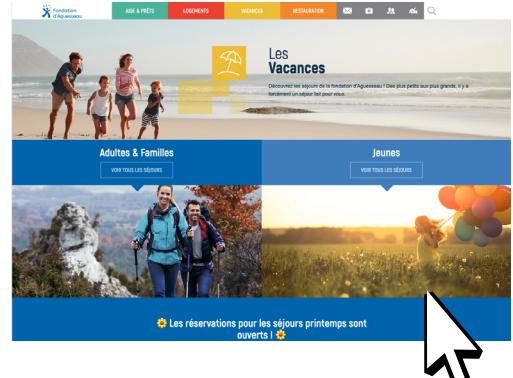
- ✓ **Évolutions de l'administration centrale : pilotage et calendrier**  
[Intranet Justice / Portail / Évolutions de l'administration centrale : pilotage et calendrier](#)
- ✓ **Pauline Bonnecarrère, nouvelle directrice de l'ANTENJ**  
[Intranet Justice / Secrétariat Général / Pauline Bonnecarrère, nouvelle directrice de l'ANTENJ](#)
- ✓ **Examen professionnel pour l'accès au corps interministériel des attachés d'administration**  
[Examen professionnel pour l'accès au corps interministériel des attachés d'administration de l'État au ministère de la Justice au titre de l'année 2027](#)
- ✓ **Paola Bergs, nouvelle déléguée à l'encadrement supérieur**  
[Intranet Justice / SG : Ressources humaines / Paola Bergs, nouvelle déléguée à l'encadrement supérieur](#)

UNSA FONCTION PUBLIQUE



- ✓ **Logement des agents publics : faire sans moyens supplémentaires**  
Un projet de circulaire à destination des préfets a été présenté dans le cadre d'une mobilisation territoriale en faveur du logement des agents publics.  
[Logement des agents publics : faire sans moyens supplémentaires](#)

✓ Découvrez les séjours de la fondation d'Aguesseau ! Des plus petits aux plus grands, il y a forcément un séjour fait pour vous.



## ✓ Entretien professionnel : évaluation annuelle obligatoire

Le jugement du tribunal administratif de la Guadeloupe annule des comptes-rendus d'entretiens professionnels mutualisés sur trois ans et stéréotypés. Il est illégal de réaliser un entretien unique pour évaluer trois années distinctes : la périodicité doit être annuelle. De plus, le juge annule ceux dont les appréciations littérales sont des "copier-coller" d'une année sur l'autre.

[Tribunal administratif de la Guadeloupe, 28 novembre 2025, n° 2400508](#)

## ✓ ASA parentalité : un projet de décret contesté par les syndicats

Le 27 janvier 2026, la DGAFP a présenté aux organisations syndicales ses premières orientations en vue de l'élaboration d'un projet de décret consacré aux conditions d'octroi des autorisations spéciales d'absence en lien avec la parentalité.

[ASA parentalité : un projet de décret contesté par les syndicats](#)

## FUTUR RÉGIME D'INVALIDITÉ

### Les discussions sur le futur régime d'invalidité des fonctionnaires de l'Etat

Le futur régime d'invalidité des fonctionnaires doit entrer en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2027, la DGAFP et les syndicats doivent encore régler les derniers détails. Avec un point de désaccord : le plafonnement de la future pension d'invalidité au niveau du plafond mensuel de la Sécurité sociale.

La mise à la retraite d'office pour invalidité sera ainsi supprimée, au

profit d'un nouveau régime de reconnaissance de l'invalidité. Le fonctionnaire déclaré inapte sera, soit placé en position d'activité quand il peut poursuivre une activité, soit placé en disponibilité pour raison de santé "*sans limitation de durée*" dans le cas où il est impossible de retravailler. Les fonctionnaires déclarés invalides pourront aussi bénéficier d'une pension d'invalidité spécifique dont la prise en charge financière sera améliorée.

## CONTRAT NON RENOUVELÉ

Texte source :  
ACTEURS PUBLICS

### À 24 heures de la "Cdisation", un agent de la fonction publique voit son contrat non renouvelée

Le [tribunal administratif de la Guadeloupe a sanctionné, le 30](#)

janvier dernier, une commune qui avait refusé à un agent contractuel le renouvellement de son contrat, la veille du seuil des six ans qui lui aurait permis d'exiger un CDI.

«Soutenir et agir pour l'avenir !»